

# L'URGENCE D'UN MONDE NOUVEAU

*Programme de la Gauche anticapitaliste pour les élections européennes de 2024*



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>ÉCOLOGIE : EN FINIR AVEC LA DESTRUCTION DU VIVANT</b>	<b>8</b>
<b>INTERNATIONALISME : VERS UNE EUROPE SOLIDAIRE DES PEUPLES</b>	<b>9</b>
<b>DÉMOCRATIE : POUR DES INSTITUTIONS SOUS CONTRÔLE DE LA POPULATION</b>	<b>11</b>
<b>FÉMINISME, ANTIRACISME, LUTTE LGBTI+ : EN FINIR AVEC TOUTES LES OPPRESSIONS</b>	<b>12</b>
<b>FINANCES PUBLIQUES : PRENDRE L'ARGENT LÀ OÙ IL EST</b>	<b>15</b>
<b>SERVICES PUBLICS ET BIEN COMMUNS : INVESTIR L'ARGENT LÀ OÙ IL EST NÉCESSAIRE</b>	<b>16</b>
<b>TRAVAIL ET EMPLOI : LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS·SES</b>	<b>18</b>

# L'URGENCE D'UN MONDE NOUVEAU

*Programme de la Gauche anticapitaliste pour les élections européennes de 2024*

**Inutile de nous voiler la face : nous vivons dans un monde ravagé.** Les sols, l'eau et l'air se font chaque jour un peu plus toxiques. Les violences racistes, sexistes et LGBTIphobes fracturent l'humanité. L'extrême droite gagne du terrain et tue, parfois en masse, comme en Ukraine ou en Palestine. Et pour l'immense majorité de la population mondiale, la souffrance au travail reste la norme, pour produire des richesses immenses qui finissent concentrées dans quelques mains.

**Tous ces maux ont une même origine, qu'il faut savoir nommer sans trembler : le capitalisme.** Devenu, en quelques siècles seulement, ultra-dominant à l'échelle de la planète, ce système mortifère a réuni les 99% de l'humanité au sein d'une communauté de destin : exploité·es par les mêmes ultra-riches, opprimé·es par les mêmes puissances impérialistes, menacé·es par un même cataclysme écologique, nous n'avons pas d'autre choix que de lutter main dans la main.

**Et nous avons appris à le faire : l'immense mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, qui a mis des millions de personnes dans la rue sur tous les continents,** en est la preuve. Mais ce n'est là qu'une esquisse de ce qui sera nécessaire, pour arracher le pouvoir aux classes dominantes, et construire une société radicalement différente.

**Section belge de la Quatrième internationale, vaste réseau de collectifs et partis révolutionnaires à travers le monde, la Gauche anticapitaliste n'est que l'une des nombreuses organisations qui travaillent à cet objectif.** Années après années, nous avons appuyé tous

les mouvements d'émancipation qui ont agité la Belgique : grèves féministes, actions écologistes, mobilisations contre les violences policières, grève des Delhaize... et bien entendu le mouvement de soutien à la Palestine. Et de chacune de ces luttes, nous avons tiré une expérience nouvelle, que nous mettrons au service des luttes futures.

**Notre candidature aux élections européennes s'inscrit dans cette démarche : nous voulons porter la voix de ces combats là où l'on refuse de l'entendre.** C'est ce que cherche à faire ce programme.

**Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un programme électoral, que nous prétendrions appliquer tel quel.** Aucun parti, d'ailleurs, ne peut affirmer cela sans mentir : les institutions belges et européennes étant ce qu'elles sont, toutes les promesses, quelles qu'elles soient, ne sont qu'une vitrine, qui sera in fine marchandée dans le grand jeu des coalitions. Mais au-delà de cela, même dans le scénario improbable où nous deviendrions majoritaires à tous les niveaux de pouvoir, reprendre le contrôle, partager les richesses et stopper le ravage écologique nécessitera un bras de fer impitoyable avec le pouvoir économique ; et dans ce bras de fer, l'État n'est pas de notre côté. Seuls les mouvements de masses, organisés en toute indépendance du capital et de ses institutions, peuvent relever ce défi : il n'y a aucune recette magique pour contourner cette nécessité, encore moins une recette électorale.

**Ce programme a donc à la fois beaucoup moins et beaucoup plus de prétention que cela :** c'est le programme pour lequel nous vous proposons de lutter, pendant la période électorale et après. C'est l'esquisse, le premier pas vers la société que nous proposons de construire.

**Le cœur de sa logique, c'est la prise du pouvoir :** si la classe dirigeante dirige, c'est parce qu'elle domine les institutions « politiques », mais aussi et surtout parce qu'elle est propriétaire de ce qui détermine vraiment nos vies – les entreprises, et les grands moyens de production.

C'est la raison pour laquelle nous proposons la socialisation, c'est-à-dire la réquisition sous contrôle direct des travailleur·ses et des usager·es, de plusieurs secteurs clefs de l'économie : l'énergie, les banques et assurances, la grande distribution, l'industrie alimentaire, le logement, la santé, l'éducation, les transports. Une telle réquisition rend possible la redistribution des profits, la planification des transitions nécessaires (vers une production d'énergie décarbonée, vers une alimentation sans pesticides...), mais surtout la réorganisation du secteur autour des besoins réels, qui peuvent enfin être garantis, tandis que les productions inutiles et nuisibles mais rentables peuvent être abandonnées.

Cette économie des besoins est donc aussi une économie du besoin, centrée sur ce qui est réellement nécessaire et dont il n'est plus acceptable que quiconque soit privé : un toit, une alimentation de qualité, un bon service de santé, un enseignement émancipateur, un accès à la culture, un air respirable... et du temps pour en profiter. Car une économie centrée sur les besoins réels, où l'on cesse de produire pour produire, c'est aussi une société où l'on travaille moins, et on l'on peut enfin libérer du temps pour notre vie familiale, sociale, politique, artistique, intellectuelle, sportive, ludique, érotique, spirituelle...

**L'autre face de la médaille, la seconde clef de voûte de ce programme, c'est que ce pouvoir doit être arraché à ceux qui l'ont aujourd'hui. Ce qui suppose une lutte sans relâche, et une solidarité sans faille, contre toutes les structures de domination.** Beaucoup de nos revendications vont donc dans ce sens : désarmer, au sens propre comme au sens figuré, l'État, la police, les puissances impérialistes, les institutions internationales du capital, le néocolonialisme, le patriarcat.

**Reste la méthode.** Pour satisfaire ces revendications, il faut des luttes, mais les luttes sont toujours plus que cela : elles sont aussi la parenthèse dans laquelle germent de nouvelles façons de s'organiser, de vivre ensemble, de penser la société future. D'où notre approche du mouvement social : combatif jusqu'au bout, mais aussi pluriel, respectueux

des sensibilités diverses, et radicalement démocratique.

**Le monde est beau. Il vaut la peine qu'on se batte pour lui.** Mais cela ne se fera pas par des raccourcis, par des tours de passe-passe électoraux ou par quelques actions astucieuses menées par des activistes talentueux·ses. Il faudra s'organiser et se battre tou·tes ensemble, et mieux vaut commencer dès maintenant. **Rejoignez-nous !**

\*\*\*

## ÉCOLOGIE : EN FINIR AVEC LA DESTRUCTION DU VIVANT

- **Travailler moins, produire moins, partager plus** : 30h/semaine, 6 semaines de congé payé, retraite à 60 ans, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire
- **Arrêter tous les nouveaux projets polluants, inutiles et nuisibles** : nouvelles infrastructures fossiles, nouveaux aéroports, nouvelles autoroutes, nouvelles prisons et centres fermés
- **Réquisitionner toutes les entreprises ultra-polluantes**, sans indemnité ni rachat
- **Planifier la décroissance ou la suppression des industries inutiles et nocives** : publicité, armes, luxe... L'emploi sera garanti par la réduction drastique du temps de travail, et par des plans de conversion collectifs dans des activités socialement et écologiquement utiles, dirigés par les travailleur·ses, sans perte de revenu
- **Socialisation de la grande distribution**
- **Abolition de la pêche et de l'élevage industriels**
- **Interdiction planifiée de la production, l'utilisation, l'importation et l'exportation des substances de synthèse nocives** pour la santé ou l'environnement (PFAS, PFOS, glyphosate, à long terme tous les pesticides de synthèse et les perturbateurs endocriniens, etc.). Les propriétaires des entreprises productrices devront payer la facture de la dépollution.
- **Moratoire sur toutes les nouvelles substances de synthèse**, tant qu'il n'y a pas une transparence et un contrôle de celles-ci par les pouvoirs publics, les habitant·es, les scientifiques et les travailleur·ses
- **Plan massif d'investissement dans un grand service public européen du transport de personnes et de marchandises par train et des transports en commun locaux, gratuit, de qualité et de proximité** ; suppression des trajets en avion de moins de 1000 km, des jets privés et de la logistique "just in time"



- **Plan public de dé-bétonisation**, de végétalisation des espaces urbains, de restauration des écosystèmes et de protection de la biodiversité
- **Socialisation du secteur de l'énergie, ainsi que des banques et assurances**, sans indemnité ni rachat sauf pour les petites porteur·ses, pour une sortie planifiée des énergies fossiles et nucléaire, sous contrôle direct des travailleur·ses et des usager·es
- **Création de coopératives locales** pour promouvoir la production décentralisée d'énergie renouvelable dans les quartiers
- **Construction d'un service public de rénovation et d'isolation** de toutes les habitations, sous contrôle démocratique direct
- **Remplacer la Politique Agricole Commune (PAC)**, qui soutient l'agrobusiness, par un plan massif d'aide à l'agro-écologie paysanne locale, libérée des pressions du marché ; mettre en place une sécurité sociale de l'alimentation, pour permettre à tout·es l'accès aux produits issus de cette agriculture paysanne

## INTERNATIONALISME : VERS UNE EUROPE SOLIDAIRE DES PEUPLES

- **Rompre avec le FMI, la Banque mondiale, l'OMC** et toutes les institutions du capital international
- **Désobéissance immédiate au pacte budgétaire européen et aux dispositions néolibérales des traités européens actuels**, et rétablissement du contrôle démocratique de la politique monétaire de la Belgique, afin de financer les nécessaires investissements publics notamment dans la transition écologique, la santé, l'éducation et le logement
- **L'OTAN hors de la Belgique, la Belgique hors de l'OTAN** : mettre fin au stockage des armes nucléaires à Kleine Brogel et fermer le siège

de l'OTAN, s'engager dans un désarmement mondial en entamant une baisse immédiate des dépenses et budgets militaires

- **Désarmer et isoler Israël**, stopper les relations commerciales et diplomatiques avec le régime colonial et d'apartheid, imposer un cessez-le-feu immédiat et la fin du blocus de Gaza, la fin de l'occupation en Cisjordanie et à Jérusalem-est, le droit au retour des Palestiniennes, la libération des prisonnières palestiniennes, et des droits égaux pour toutes les habitant·es de la Palestine historique
- **Annuler la dette de l'Ukraine**, prendre des sanctions effectives et ciblées contre le régime impérialiste de Poutine, et sa politique coloniale d'épuration ethnique et de répression brutale du peuple ukrainien, imposer le retrait des troupes russes et la réparation des crimes commis
- **Interdiction de la production et du commerce d'armes** à des fins d'occupation, de répression et de domination impérialiste
- **Traduction devant les tribunaux internationaux de tous les criminels de guerre**
- **Annulation de la dette de tous les pays sous domination impérialiste**
- **Abrogation des traités néocoloniaux** (« accords de partenariat économique » ou « de libre-échange ») qui organisent le pillage perpétuel des pays dominés. Refus des nouveaux accords de libre-échange, notamment avec le Mercosur.
- **Régularisation de toutes les personnes sans-papiers**, garantie effective du droit d'asile et du droit à l'accueil
- **Ouverture des frontières, liberté de circulation et d'installation pour toutes**, abrogation de Dublin III, révision de la Convention de Genève pour qu'elle puisse enfin s'appliquer aux femmes et aux personnes LGTBTQI+, abolition de Frontex et des systèmes de chasse aux migrant·es, abolition des « hot spots », démantèlement des centres fermés et fin des expulsions
- **Réparation des crimes coloniaux de la Belgique et des autres ex-puissances coloniales** : restitution des biens spoliés, indemnisa-

tion financière, décolonisation des livres scolaires, des statues, des musées et du folklore

- **Refus des mécanismes de compensation (carbone et biodiversité) et abolition des brevets** sur la recherche pour les technologies d'utilité publique (énergie, médical, etc.) pour permettre aux peuples du Sud d'accéder librement aux technologies dont ils ont besoin
- **Démantèlement des arsenaux nucléaires, bactériologiques et chimiques**
- **Pour un internationalisme par en bas : soutien aux luttes populaires**, démocratiques et d'émancipation à travers le monde, quels que soient les dirigeants des États. Cela passe par la construction de coordinations internationales, pour mener des campagnes communes telles que la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions menée aujourd'hui contre le régime d'apartheid israélien.

## DÉMOCRATIE : POUR DES INSTITUTIONS SOUS CONTRÔLE DE LA POPULATION

- **Mandats des élu·es révocables** à tout moment à tous les niveaux de pouvoir, interdiction du cumul des mandats rémunérés, et limitation du nombre de mandats consécutifs à deux
- **Empêcher l'enrichissement des parlementaires et des responsables exécutifs** : salaire aligné sur celui des travailleur·ses qualifié·es, soit 3800 brut
- **Droit de vote et d'éligibilité à tous les niveaux de pouvoir pour toutes les personnes de plus de 16 ans** habitant depuis un an en Belgique, quelle que soit leur nationalité.
- **Droit de grève intégral** : abolition des lois de service minimum, fin du délit d'« entrave méchante à la circulation », interdiction du re-

cours à l'usage d'huissiers dans le cadre des mouvements sociaux et fin des lois répressives (loi Van Quickenborne et ses avatars)

- **Fin de toutes les poursuites contre les militant·es, syndicalistes, activistes et lanceur·ses d'alerte** attaqué·es pour des actions défendant les droits des personnes ou de l'environnement
- **Non à la justice de classe** : fin immédiate de la transaction pénale pour les riches, gratuité de toutes les procédures judiciaires, mise en œuvre d'une justice transformatrice et réparatrice, en vue de l'abolition du système carcéral
- **Fermeture immédiate des annexes psychiatriques de prison** et transfert de tous les interné·es vers des structures de soin appropriées
- **Fin de la diplomatie secrète**
- **Interdiction de la concentration privée des médias** et réorientation des aides à la presse vers un service mutualisé de production, administration et distribution
- **Pour une politique qui favorise l'auto-organisation populaire**, le contrôle et la participation des classes populaires : droit de veto des collectifs d'habitant·es sur les projets d'aménagement du territoire, des travailleur·ses et des syndicats sur les décisions d'investissement des entreprises...
- **Pour une Europe écosocialiste et radicalement démocratique** : convoquer une assemblée constituante pour redéfinir le projet et les institutions européennes

## FÉMINISME, ANTIRACISME, LUTTE LGBTI+ : EN FINIR AVEC TOUTES LES OPPRESSIONS

- **Accès 100% sûr, libre et gratuit à l'avortement dans la loi et dans les faits**, par le refinancement des centres de planning familial, leur développement sur tout le territoire, l'accès au matériel nécessaire, la

formation des médecins et la libéralisation des conditions d'accès : sortie du code pénal, suppression du délai de réflexion et accès jusqu'à 24 semaines de grossesse

- **Accès gratuit à tous les types de contraception**, indépendamment de l'âge et du genre
- **Mettre en commun les tâches domestiques**, notamment par l'extension et le renforcement des services publics de proximité (enseignement, santé, petite enfance, nettoyage...) ; crèches gratuites pour tous les enfants avec embauche du personnel nécessaire ; faire des titres-services un véritable service public avec des conditions de travail, du matériel et des horaires adaptés aux besoins des travailleuses et des usagers
- **Plan d'action élaboré démocratiquement, appuyé sur un financement massif, contre les violences faites aux femmes et aux personnes LGBTI+** ; lutte contre les violences fondée sur la prévention et la prise en charge plutôt que sur la répression
- **Remboursement du processus de transition** de genre par la Sécurité sociale
- **Interdiction des mutilations sur les enfants intersexes**
- **Réduction collective du temps de travail** pour permettre une répartition égalitaire du travail domestique, des temps de loisir et de la participation à la vie sociale et politique
- **Revalorisation salariale et aménagement de carrière dans les travaux féminisés pénibles** : nettoyage, santé, grande distribution, aide à la personne...
- **Individualisation des droits sociaux** et suppression du statut de cohabitant·e sans perte de revenu
- **Suppression de toutes les restrictions aux crédits-temps et pauses carrières**, avec assimilation complète pour les autres droits
- **Plan d'action élaboré démocratiquement, appuyé sur un financement massif, contre le racisme et les violences faites aux racisés** ; utilisation d'une définition claire du racisme, qui englobe toutes les formes (antisémitisme, islamophobie, négrophobie, ro-

maphobie, migrantophobie, ...)

- **Ratifier toutes les conventions internationales allant dans le sens d'une lutte contre le racisme**, et que la Belgique n'a pas encore signées : Convention des Nations Unies de 1990, protocole n°12 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme... Examiner et intégrer les recommandations issues de la Commission du Dialogue interculturel (2004) et des Assises de l'interculturalité (2010).
- **Réintroduire le droit du sol** (de résidence) et permettre l'acquisition de la nationalité par une simple procédure administrative gratuite à partir de 3 ans de séjour effectif
- **Abrogation des lois sur la déchéance de nationalité** et des lois « antiterroristes »
- **Fin des discriminations aux études, à l'emploi, au logement et aux loisirs**. Tenir compte de critères de nationalité et d'ascendance, à travers de statistiques anonymes, mesurant le taux de discriminations, ainsi que la mise en place des arrêtés royaux permettant des tests de situation proactifs, prouvant également ces discriminations, assortis de sanctions.
- **Liberté pour les femmes de s'habiller comme elles le souhaitent**, sans discriminations à l'emploi, aux études ou au logement. Interdiction des règlements et des pratiques d'exclusion envers les filles et les femmes portant le foulard.
- **Désarmement et définancement de la police**, dans la perspective de son abolition future, en faveur d'une protection et sécurité organisées par la collectivité. Les fonds récupérés seront réorientés vers les besoins sociaux, notamment dans les quartiers populaires.
- **Formation de comités de contrôle démocratique de la police**, indépendants, élus et révocables
- **Front uni des travailleurs-ses, des gauches et des mouvements sociaux contre l'extrême-droite**, dans tous les pays et sur tous les continents : maintien strict du cordon sanitaire, interdiction de tous les événements publics faisant la promotion des idées de l'extrême-droite

- **Impôt substantiel, progressif et exceptionnel sur la fortune des 10% les plus riches**, (de 1,5% du patrimoine à l'entrée de la tranche, à 18% pour le 1% le plus riche, avec une exonération des premiers 700 000 euros sur le logement principal), ce qui permettrait de rapporter 20% du PIB en une fois. Création d'un cadastre des patrimoines.
- **Globaliser les revenus et rétablir une vraie progressivité de l'impôt des personnes physiques** : soumettre les revenus du capital et de l'immobilier au même impôt progressif que les salaires, accorder une exonération fiscale plus élevée aux revenus les plus bas, ajouter des tranches d'imposition et augmenter les taux d'imposition des hauts revenus ; s'attaquer à tout ce qui permet l'optimisation fiscale (avantages en nature, chèques-repas, voitures de société, stock-options, etc..)
- **Diminuer la dégressivité des taxes à la consommation** : réduction des taux de TVA sur les produits de base, augmentation des taux de TVA sur les produits de luxe
- **Socialisation des banques et assurances, sans indemnité ni rachat** (seuls les petits actionnaires seront indemnisés), création d'un service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement, doublement structuré, avec d'une part un réseau de petites implantations proches des citoyens, et d'autre part, des organismes spécialisés en charge des activités de gestion de fonds et de financement d'investissements
- **Suppression du secret bancaire**, du secret des affaires et des dispositions fiscales et financières qui font de la Belgique un paradis fiscal pour les grosses fortunes et sociétés
- **Contrôle public et démocratique des flux de capitaux** pour éviter les fuites de capitaux et lutter contre le blanchiment de l'argent. Instauration d'une taxe sur les transactions financières, ou Taxe « Robin des bois » qui permettrait de lever des fonds substantiels (à l'échelle

mondiale, un taux d'à peine 0,05% suffirait à dégager 500 milliards d'euros) et de freiner les spéculations plus dangereuses.

- **Hausse du taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés à 50%** et suppression des niches fiscales et possibilités de montages fiscaux
- **Retour à un taux de cotisations patronales structurel de 33%** et annulation de toutes les dispositions permettant des réductions, qui coûtent près de 18 milliards d'euros par an à la Sécurité sociale.
- **Mettre en place une caisse de solidarité permettant aux petites entreprises, au cas par cas, de maintenir leurs emplois** ; moratoire sur les dettes de crise des petites indépendantes
- **Imposer les firmes multinationales comme une seule entité**, pour empêcher les montages fiscaux
- **Non-paiement de la dette publique** : moratoire puis audit citoyen de toutes les dettes publiques en Europe, pour annuler définitivement les dettes illégitimes, et suspendre les dettes non-viables
- **De vrais moyens pour lutter contre la fraude** (30 milliards d'euros par an) et l'évasion fiscale (plus de 380 milliards d'euros se trouvent dans les paradis fiscaux) : embauches massives dans l'inspection sociale et fiscale

## SERVICES PUBLICS ET BIEN COMMUNS : INVESTIR L'ARGENT LÀ OÙ IL EST NÉCESSAIRE

- Création d'une sécurité sociale de l'alimentation, garantissant l'accès à une alimentation saine, accessible, respectueuse de l'environnement et des paysannes
- Droit inconditionnel au logement, par la création d'une sécurité sociale du logement : baisse immédiate et encadrement des loyers, fin des expulsions, réquisition des bâtiments et immeubles vides, rénovation du parc social vétuste, et construction complémentaire de loge-



ments sociaux en fonction des besoins

- **Contrôle démocratique des prix sur les biens et services de première nécessité**, extension de la gratuité pour la consommation de base en eau et en énergie
- **Sécurité sociale inconditionnelle à l'échelle de l'Europe, pour en finir avec la chasse aux chômeur·ses** et aux malades et renforcer les solidarités à l'échelle européenne : annulation de toutes les mesures de dégressivité, de sanctions et d'exclusion des allocations sociales
- **Pension à 60 ans et pré-retraite à 55 ans pour tou·tes en Europe.** Relever toutes les allocations (pensions, chômages ou autre) à 75 % du plus haut salaire (plafonné à 50% au-dessus du salaire médian) et pour les allocations sociales minimales, les relever à 10 % au-dessus du seuil de pauvreté
- **Arrêt de la libéralisation et retour au 100% public des télécommunications**, de la Poste, des transports publics, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets
- **Refinancement massif et socialisation des soins, de l'enseignement**, avec une prise en main par les travailleur·ses et les usager·es (patient·es, familles, élèves). Gratuité et démarchandisation des soins (incluant les médicaments) et de l'enseignement supérieur.
- **Transformation du secteur de la santé, recentré autour de la première ligne** : réseau de médecins de famille, de maisons médicales, de plannings familiaux et de centres de santé mentale, ainsi que les maisons de repos et les soins à domicile
- **Instaurer au moins une maison médicale (avec tarification au forfait) dans chaque quartier ou village**
- **Socialisation du secteur pharmaceutique** : propriété publique et contrôle démocratique par la communauté scientifique, les soignant·es, les travailleur·ses de la production, et les usager·es des médicaments
- **Faire des grandes entreprises du numérique (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, Uber etc.) un bien public mondial** sous contrôle démocratique des citoyen·nes et travailleur·ses

## TRAVAIL ET EMPLOI : LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS.SES

- **Réduction du temps de travail** : 30h/semaine en quatre jours, 6 semaines de congé payé, retraite à 60 ans, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire
- **Mettre un terme au chantage du chômage** : faire de l'État l'« employeur de dernier ressort », offrant à toute personne le désirant un emploi public, rémunéré au salaire médian, dans les secteurs démocratiquement définis comme utiles
- **Interdiction des licenciements dans les entreprises et groupes qui font des bénéfices**, y compris les bénéfices dissimulés par l'ingénierie financière
- **Réquision des machines et locaux des entreprises qui ferment** afin de décider démocratiquement de leur utilisation et de maintenir l'emploi
- **Salaire minimum européen à 75% de chaque revenu médian national**, soit 2625 bruts par mois pour la Belgique
- **La suppression des “lois de sauvegarde de la compétitivité” de 1996 et 2017** qui empêchent de négocier et d'obtenir collectivement des augmentations salariales brutes suffisantes ; retour à l'indexation intégrale mensuelle (avec suppression de l'indice santé-lissé)
- **Fin du travail détaché** : les travailleur·ses qui vont dans un autre pays ont droit au même salaire et conditions de travail que les résident·es.
- **Suppression de tous les contrats précaires** : travail étudiant, stages non rémunérés, flexi-jobs, interim, travail uberisé... Le CDI doit redevenir la norme.
- **Mise en place d'un salaire étudiant fixé à 75% du revenu médian**, soit 2625 bruts, permettant aux étudiant·es de se consacrer à leurs études sans y ajouter un travail
- **Relocalisation de la production planifiée démocratiquement par des investissements publics**, la réquisition des entreprises qui délocalisent, la reconversion et la formation des travailleur·ses et des

- critères sociaux et écologiques pour les produits importés et exportés
- **Abolir les avantages en nature tels que les voitures de fonction, avantages liés au résultat, chèques, etc., et les remplacer par des vraies hausses de salaire brut (y compris donc une contribution à la sécurité sociale)**

\*\*\*